

Table des matières

Introduction	7
<i>Etienne Montero</i>	
La faute intentionnelle : regards civil et pénal	13
<i>Nathalie Colette-Basecqz et Boris Goffaux</i>	
Introduction	13
Chapitre 1. Le dol en droit de la responsabilité civile	14
Propos liminaires	14
Section 1. La place du dol en responsabilité civile	15
Section 2. Les approches doctrinales et jurisprudentielles	16
§ 1. La faute lourde. Une notion voisine	16
A. Sa définition	16
B. Ses critères d'appréciation	17
§ 2. Le dol : bref état des lieux	19
A. La portée de l'élément intentionnel	19
B. L'intensité de l'élément intentionnel	20
§ 3. Essai de clarification	22
A. La faute lourde : un fait non intentionnel ?	23
B. Le dol : l'intention requise	25
Chapitre 2. Le dol en droit pénal	30
Propos liminaires	30
Section 1. L'élément moral des infractions	31
§ 1. Exigence d'un élément moral	31
§ 2. Infractions réglementaires	32
Section 2. Le dol général : la notion et ses controverses	33
§ 1. La détermination de l'élément moral propre à chaque infraction	33
A. Selon l'école classique et les travaux préparatoires du Code pénal	33
B. Selon la doctrine du professeur Legros	34
§ 2. Le dol et les autres formes de l'élément moral	35
A. La faute	35
B. Le dol général	37

C. Le dol spécial	40
D. Le concours du dol et de la faute	41
§ 3. L'interprétation du dol en pratique	42
A. La distinction entre la faute consciente et le dol	42
B. L'incidence de la bonne foi en matière d'infractions intentionnelles	44
Chapitre 3. Similitudes et divergences	46
Conclusion	49

Le dommage réparable : quelques questions d'actualité 51

Nicolas Estienne

Introduction	51
Chapitre 1. La définition du dommage	52
Section 1. Les conceptions classique et moderne du dommage	52
§ 1. La conception classique : la lésion d'un intérêt légitime	52
§ 2. La conception moderne : la différence négative	53
Section 2. Applications	54
§ 1. La vie « préjudiciable »	54
§ 2. Le dommage de l'employeur public	60
Chapitre 2. Les caractères du dommage réparable	66
Section 1. Le caractère certain du dommage	66
§ 1. Généralités	66
§ 2. Application : la perte d'une chance	67
Section 2. Le caractère personnel du dommage	68
§ 1. Généralités	68
§ 2. Application : le dommage par répercussion	71
Section 3. Le caractère légitime du dommage	77

L'état antérieur à la croisée de différentes disciplines juridiques : un consensus possible ? 81

Bérénice Fosséprez

Introduction	81
Chapitre 1. L'incontournable rappel des notions	82
Section 1. La prédisposition	82

Section 2. L'état antérieur	83
Chapitre 2. La prédisposition et l'état antérieur en droit commun de la responsabilité civile	84
Section 1. L'indemnisation du dommage résultant pour partie d'une prédisposition	84
Section 2. L'indemnisation du dommage résultant d'un état antérieur	85
§ 1. L'arrêt de la Cour de cassation du 6 janvier 1993 et sa « traduction »	85
§ 2. L'arrêt de la Cour de cassation du 2 février 2011 : une révolution ?	87
§ 3. L'arrêt de la Cour de cassation du 2 février 2011 : une confirmation de la jurisprudence antérieure	90
Section 3. Un détour par la théorie des troubles de voisinage	97
§ 1. La théorie des troubles de voisinage et les réceptivités réelle et personnelle	97
A. La réceptivité réelle	98
B. La réceptivité personnelle	100
§ 2. L'arrêt de la Cour de cassation du 15 novembre 2013 : une révolution ?	101
A. Les vices de construction	102
B. Une compensation distincte d'une réparation intégrale	103
Chapitre 3. L'état antérieur et les prédispositions en droit des assurances	104
Section 1. La souscription d'un contrat d'assurance de personnes : l'obligation de déclarer l'état antérieur et ses sanctions	105
Section 2. L'exécution d'un contrat d'assurance de personnes	107
§ 1. L'assurance maladie	107
A. L'incontestabilité différée	108
B. L'incontestabilité immédiate	110
§ 2. L'assurance accident	111
Chapitre 4. L'état antérieur et les prédispositions en droit de la sécurité sociale	114
Section 1. L'indemnisation des accidents du travail	114
§ 1. L'incidence de l'état antérieur sur la qualification d'accident du travail	114
§ 2. L'absence d'incidence de l'état antérieur sur l'indemnisation des accidents du travail	117
§ 3. Le problème des accidents du travail successifs	118

Section 2. L'indemnisation en assurance maladie-invalidité	122
§ 1. Les conditions d'application du régime de l'assurance indemnités	122
§ 2. La vérification d'une capacité de travail initiale et les conséquences de son absence	125
Chapitre 5. Le dénouement ou les suites de l'arrêt de la Cour de cassation du 2 février 2011	128
Section 1. L'impossible consensus	128
§ 1. Droit commun de la responsabilité civile <i>versus</i> droit de la sécurité sociale	129
§ 2. Droit commun de la responsabilité civile <i>versus</i> droit des assurances	131
Section 2. Les dangers d'une généralisation du principe d'indifférence de l'état antérieur	132
§ 1. Une simplification des missions d'expertise ?	132
§ 2. Un abandon de la théorie de l'équivalence des conditions ?	134
§ 3. Des dommages et intérêts à caractère punitif ?	135
§ 4. La faute de la victime ou l'obligation de limiter son dommage	136
Section 3. La réaction des juridictions de fond	138
§ 1. Un jugement du Tribunal de première instance de Bruxelles du 31 mars 2014	138
§ 2. Un arrêt de la Cour d'appel de Liège du 23 décembre 2014	139
§ 3. Un jugement du Tribunal de première instance de Bruxelles du 9 juin 2015	140
Conclusion	142
La perte d'une chance... de prouver	145
<i>Andrea Cataldo et Audrey Pütz</i>	
Introduction	145
Chapitre 1. Perdre la chance de prouver un élément de la responsabilité : confusion ?	146
Section 1. Position du problème	146
Section 2. L'élément à prouver	148

§ 1. La faute	148
A. Accidents de la circulation	148
B. Perte de dossier médical ou répressif	150
§ 2. Le dommage	152
A. Exemple tiré du secteur bancaire	152
B. Une hypothèse comparable : l'impossibilité de déterminer la consistance d'un patrimoine	153
C. Domaine médical	154
§ 3. Le lien causal	155
Section 3. La réparation de la perte de chance de prouver	157
§ 1. Reconnaissance d'un dommage autonome	157
§ 2. Le maintien de l'indemnisation de la perte d'une chance selon la méthode traditionnelle	162
Chapitre 2. De la correcte application de la théorie à l'abandon des deux conceptions	164
Section 1. L'arrêt du 6 décembre 2013	165
Section 2. Le difficile rattachement à l'une ou l'autre conception	167
Section 3. Le sort de la conception extensive	170
§ 1. La perte d'une chance, dommage réparable	170
§ 2. Abandonner la distinction	174
§ 3. Retour à la perte de chance de prouver	177
Chapitre 3. Réflexions sur une délicate indemnisation	178
Section 1. Des chances dignes d'être réparées	179
§ 1. Une chance « réelle », une chance certaine	180
§ 2. L'exigence de chance « sérieuse » : une question de seuils ?	180
A. Seule l'absence de tout préjudice ferait obstacle à l'indemnisation (approche qualitative)	181
B. La perte de chance comme préjudice de substitution (approche quantitative)	183
§ 3. L'exigence de lien causal, miroir des chances sérieuses	185
Section 2. Méthodes d'évaluation	186
§ 1. L'indemnisation différentielle	186
A. Le principe	186
B. <i>L'ex aequo et bono</i>	189
§ 2. Le forfait octroyé au titre de préjudice autonome : quelques lignes directrices	190
Conclusion	193

**L'« immunité » en droit de la responsabilité civile :
état des lieux et concepts voisins** 195

Romain Marchetti

Chapitre 1. Relevé empirique des « immunités » en droit de la responsabilité civile	197
Section 1. Les immunités accordées à l'auteur d'un fait dommageable	198
Section 2. Les immunités accordées à la victime	209
Section 3. Les immunités non apparentes	211
Chapitre 2. Les catégories d'immunités en droit de la responsabilité civile	215
Section 1. L'immunité comme cause d'exonération de l'obligation de réparer	216
Section 2. L'immunité comme cause d'atténuation de responsabilité	219
Section 3. L'immunité comme cause de non-responsabilité	222
§ 1. L'immunité de l'agent d'exécution	222
§ 2. Les immunités comme causes légales exclusives de faute	224
A. Les immunités parlementaires et ministérielles	225
B. L'immunité de plaidoirie et des écrits de procédure	231
C. L'immunité du déclarant d'une opération liée au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme	238
D. Les immunités des intermédiaires de l'Internet	239
E. L'immunité des auxiliaires de presse	242
Section 4. Une immunité sans irresponsabilité civile : l'inviolabilité du Roi	244
Chapitre 3. Les immunités de responsabilité civile : essai de définition et distinctions	247
Section 1. Les acceptions particulières de la notion d'immunité	248
Section 2. La notion d'immunité de responsabilité civile	250
Section 3. L'immunité et les conditions de la responsabilité	253
Section 4. L'immunité et les tempéraments à la responsabilité	260
Section 5. L'immunité et les autres causes d'exonération totale de responsabilité	267
Conclusion	272

**Conclusion – Un lieu de réflexion éminemment
politique et moral** 275

Manuela Cadelli